

PROVINCE DE HAINAUT ARRONDISSEMENT DE SOIGNIES

VILLE DE SOIGNIES

---

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAL

---

SEANCE DU 12 NOVEMBRE 2013

Présents : M. de SAINT MOULIN, *Bourgmestre-Président*,  
M. VERSLYPE, F. WINCKEL, G. FLAMENT, J.-M. MAES,  
J.-P. VAN DEN ABEELE, *Echevins*,  
H. DUBOIS, *Président CPAS*,  
J. BRILLET, F. DESQUESNES, S. VOLANTE, C. LAURENT, G. ARNOULD, J.P.  
PROCUREUR, C. DELHAYE, P. PREVOT, M. FERAIN, B. VENDY, L. DERUWEZ, V.  
HOST, L. HONDERMARCQ, D. RIBEIRO DE BARROS, S. LEFEBVRE, E. BAETEN,  
C. DEVESELEER, A. RASSCHAERT, L.Ph. BORREMANS, E. LECHIEN, N.  
DOBBELS, B. LECLERCQ, F. RAUX, *Conseillers communaux*,  
J. GAUTIER, *Directeur général*.

---

TAXE ADDITIONNELLE A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES - VOTE

Le Conseil, siégeant en séance publique,

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 465 à 470;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD), notamment les articles L1122-30, L1122-31, L1133-1, L1133-2 et L1331-3 ;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du CDLD ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités locales ;

Vu l'article L3122-2 du CDLD selon lequel la délibération communale relative à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques fait à présent l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire ;

Vu la loi du 24 juillet 2008 (M.B. 08/08/2008) confirmant l'établissement de certaines taxes additionnelles communales et de la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour chacun des exercices d'imposition 2001 à 2007 et modifiant l'article 468 du Code des impôts sur les revenus 1992 à partir de l'exercice d'imposition 2009 ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1 :

Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019 inclus, une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune au 1er janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice d'imposition.

Article 2 :

La taxe est fixée à 8 % de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice calculé conformément aux dispositions du Code des Impôts sur les revenus 1992.

L'établissement et la perception de la présente taxe communale s'effectueront par les soins de l'Administration des Contributions directes, comme il est stipulé à l'article 469 du Code des Impôts sur les revenus 1992.

Article 3 :

La présente délibération sera transmise dans les quinze jours de son adoption au Gouvernement wallon pour exercice de la tutelle générale d'annulation et ne pourra être mise à exécution avant d'avoir été ainsi transmise.

Article 4 :

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la transmission obligatoire au Gouvernement wallon et de la publication faite conformément aux articles L1133-1, L1133-2 et L1133-3 du CDLD.

Le Directeur général,  
(s) J. GAUTIER.

Le Directeur général,



Par le Conseil :



Pour extrait conforme délivré le :

Le Président,  
(s) M. de SAINT-MOULIN.

Le Bourgmestre,

